



Lors de sa conférence à Tizi-Ouzou autour de son livre *Le dernier tabou*, les harkis restés en

Pierre Daum : « Mon livre rend hommage au courage des combattants algériens qui ont eu la force de dire "La colonisation"

*Rasséréné et heureux, c'est le sentiment que doit éprouver le journaliste du Monde diplomatique, Pierre Daum, après son passage à Tizi-Ouzou, où il a animé une conférence-débat à la librairie Multi-livres Cheikh, dans le cadre de la promotion de la sortie algérienne de son livre *Le dernier tabou*, les harkis restés en Algérie après l'indépendance.*

DE TIZI-OUZOU SARAH A.

A présent, le journaliste du *Monde diplomatique* doit revenir des appréhensions qu'il a avoué avoir nourries quant à la réception de son livre par le public algérien et notamment celui de Tizi-Ouzou. Sans être passionnés et heurtés, les débats étaient chauds, avec tout juste une légère charge émotionnelle inhérente à la complexité du sujet dont l'évocation ne va pas sans soulever des interrogations sur des pans peu médiatisés d'un passé commun entre

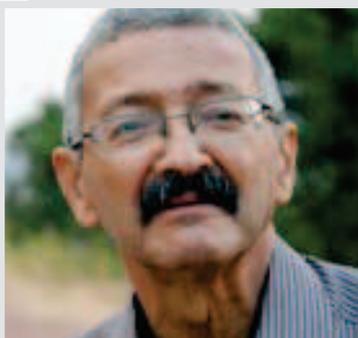
la France et l'Algérie. Tel un contentieux mal réglé, le sujet continue à peser sur le présent et l'actualité politique ici et au-delà de la Méditerranée. Un contentieux et des lourdeurs du passé que Pierre Daum a mis en exergue et en introduction de son intervention et qu'il croit expliquer le retard dans la sortie algérienne de son livre. « Le propriétaire de la maison d'édition Sedia qui devait éditer mon livre juste avant la dernière édition du Salon international du livre d'Alger s'est rétracté à la dernière minute. Je pense que ce monsieur, qui est un entrepre-

neur et qui bénéficie de la commande publique pour son activité d'édition, a dû recevoir des injonctions pour se rétracter à la dernière minute. Ce n'est que récemment que mon livre vient de sortir en Algérie. Et cela grâce à Koukou, un éditeur militant, engagé et autonome », s'est félicité Pierre Daum, qui reviendra longuement sur la genèse de l'écriture de son livre, qui, expliquera-t-il, est le fruit d'une longue enquête menée en Algérie. Enumérant les péripiéties et les contraintes de terrain auxquelles il a dû faire face pour mener son enquête, le journaliste du *Monde diplomatique* revient sur ses motivations scripturaires. « Pour tous ceux qui connaissent mes écrits, et tous ceux qui vont lire ce livre, je n'ai pas besoin d'expliquer que je fais partie de ces chercheurs français qui sont radicalement dans le camp anticolonial, puisse mes écrits et celui-là aussi décrire largement toutes les horreurs et les crimes de la colonisation française en Algérie. Par ailleurs, je précise que ce livre rend hommage au courage des combattants algériens qui ont eu la force de dire "La colonisation ça suffit !" », dira M. Daum en réponse à une interpellation d'un intervenant dans le débat qui lui reprochait d'avoir eu une approche angélique des harkis. Un parti pris que réfute l'auteur, qui s'explique encore sur les visées de son travail de recherche. « Les résultats de cette longue enquête ont démontré que les harkis qui sont restés en Algérie n'ont pas tous été tués. Reconnaître ce fait historique oblige en France à s'extraire radicalement de la vision imposée depuis 50 ans, qui affirme que tous ceux qui sont restés se sont fait "massacrés", payant de leur sang leur "amour du drapeau français" », a indiqué Pierre Daum, qui considère qu'il y a un faisceau de motivations derrière le geste de ces

« ralliés » du côté de l'armée coloniale, niant la thèse de l'engagement et de la motivation idéologique de l'amour du drapeau français soutenue par certains milieux français. « Avant de commencer mon travail, moi-même en bon anticolonialiste français j'avais l'idée que les harkis en Algérie en 1962 étaient considérés comme les collabos français 1940. Au fur et à mesure que mon enquête avançait je me suis rendu compte que cette comparaison, qui pouvait être intéressante, était plutôt gênante intellectuellement, c'est-à-dire qu'elle brouillait la compréhension historique des faits, plutôt qu'elle apportait des éléments de compréhension », dira Pierre Daum, qui s'est longuement expliqué sur la dénonciation de harkis qui a donné lieu à une mini-querelle sémantique lors des débats de Tizi-Ouzou. Pour le journaliste du *Monde diplomatique*, les harkis ne sont qu'un segment, une catégorie d'Algérie que l'armée française a voulu mobiliser pour soutenir l'effort de guerre qui lui a été livré par le FLN pour l'indépendance de l'Algérie. Ce sont des civils militaires de l'armée coloniale dont le nombre varie entre 250 000 et 400 000. A ceux-là s'ajoutent d'autres catégories constituées d'Algériens appartenant au Service national obligatoire, des Algériens engagés sous les drapeaux et ceux qu'on appelait les rattachés, et qui ont fait partie du nombre de tous ceux qui ont soutenu la France coloniale, selon l'auteur de *Le dernier tabou*, les harkis restés en Algérie après l'indépendance, un livre, expliquera-t-il, qui a été attaqué par les milieux de l'extrême-droite et certains partisans de l'Algérie française, car il (l'ouvrage) contrecourrait de la thèse passiste que nourrissent tous ces acteurs en France sur tout ce qui concerne l'Algérie et sur la question des harkis. Quid d'

Fouad Soufi, historien

« Rien n'a été dit en Algérie sur la question des harkis »



PROPOS RECUEILLIS PAR NADIA BELL

Reporters : La question des harkis revient à l'ordre du jour avec la publication en Algérie du livre du journaliste Pierre Daum sur le sujet. A-t-on une idée précise du contexte historique de la création de la harka dans l'armée coloniale française ?

Fouad Soufi : Non, à ma connaissance. Ça fait partie de l'histoire militaire française. C'est dans des revues françaises qu'on trouve des historiens et officiers qui décrivent et parlent des harkis et surtout des commandos. C'est-à-dire que parmi les harkis, ceux qui ont eu une

activité militaire plus poussée. Mais le débat chez les Français est de savoir ce qu'on appelle un harki. Pour moi, les harkis, ce sont les supplétifs de l'armée française et uniquement les supplétifs de l'armée française. Il y a des civils qui ont choisi de travailler pour l'armée française sans être militaires français. Les harkis ne sont pas des militaires, ce sont des civils. Ce sont des paysans, des montagnards et parfois des citadins, mais ce ne sont aucunement des soldats. Ça n'a rien à voir avec des militaires français d'origine algérienne.

A quelle date peut-on parler précisément de la harka dans l'histoire coloniale algérienne ?

A ma connaissance, ça n'a pas été établi. C'est une chose qui n'a pas été faite. Parce qu'on a autre chose à faire, de plus important. Quand on veut connaître l'histoire de libération nationale, les harkis arrivent au moment où on aura avancé dans d'autres domaines et sur d'autres questions.

A-t-on une idée chiffrée et exacte du nombre de ces supplétifs de l'armée coloniale avant 1962 et en juillet 1962 en particulier ?

Je ne pense pas qu'on puisse donner un chiffre exact en la matière pour différentes raisons : on peut être harki et puis en cours de route, on change d'avis et on rejoint l'ALN. Et

vice-versa. Et cette histoire de 150 000 harkis tués, c'est complètement faux.

La thèse qui circule en France depuis des années est que ces harkis ont été massacrés par le FLN à l'indépendance. Quel crédit un historien algérien peut-il accorder à cette thèse ?

Dire qu'il y a eu des massacres de harkis, c'est à la fois vrai et faux. Il y a eu des jugements et condamnations pour les harkis reconnus comme étant coupables d'avoir commis des exactions, soit lorsqu'ils sont tombés entre les mains de l'ALN où ils ont été lapidés, soit qu'ils sont passés devant des tribunaux populaires. Et il y a aussi ceux qui sont partis d'Algérie. Mais ce qui est encore plus vrai est que c'est un débat franco-français. Parce que si l'armée française les a engagés, ils ont été abandonnés pour la plupart. Beaucoup ont été arrêtés et mis dans des camps, et en 1967, le président Boumediène les a libérés.

Le premier garde des Sceaux de l'Algérie indépendante, Amar Bentoumi, a évoqué dans ses mémoires les conditions humaines dans lesquelles des harkis ont été détenus en 1962 en Algérie. Qu'en est-il exactement ? Et quel sort a été réservé à ces harkis dans les prisons algériennes. Ont-ils été relâchés ? Quand ?

En 1967, le président Boumediène les a libérés. Ceux qui sont partis en France, l'ont fait, et ceux qui sont restés en Algérie, on leur a demandé de ne pas retourner dans leurs villages.

Y a-t-il parmi eux des gens qui ont été exécutés à la suite de condamnations par la justice algérienne postindépendance ?

Ce que je sais est que ce n'est pas la justice algérienne postindépendance qui est intervenue. Ce sont plutôt une sorte de tribunaux populaires organisés par l'ALN sur place qui ont jugé des harkis avant de les exécuter. Ceux libérés en 1967 par Boumediène doivent être de vieux messieurs et la justice ne les a pas recherchés. Mais à ma connaissance, les harkis n'ont pas été jugés en Algérie.

Pensez-vous aujourd'hui que du point de vue de l'historiographie algérienne, tout a été dit sur la question des harkis ?

Non, rien n'a été dit sur la question des harkis. Les historiens algériens ne s'occupent pas de cette question. Il y a des chantiers entiers plus importants et plus riches qui n'ont pas encore été défrichés et la question des harkis arrivera un jour. Probablement. C'est une question qui concerne les Français pour l'heure. Ça deviendra une question qui nous concerne le jour où des historiens algériens auront à l'aborder.

en Algérie après l'indépendance
**age au
 qui ont la
 ça suffit !"»**

Andrea Brazzoduro de l'Université d'Oxford «Face à une mémoire officielle très conventionnelle, il faut restituer les mémoires dans leur contexte local»

Andrea Brazzoduro, historien à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni), effectue son troisième voyage dans les Aurès. Cette région qui a connu de hauts faits d'armes durant la guerre de libération n'a pas encore livré tous ses secrets. L'historien Andrea Brazzoduro tente d'avoir une vue ou approche plutôt spécifique (les Aurès-Nememcha) que de faire une approche globale. Nous l'avons accompagné lors de plusieurs sorties sur le terrain, il nous en parle dans cet entretien exclusif.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JUBA RACHID À BATNA

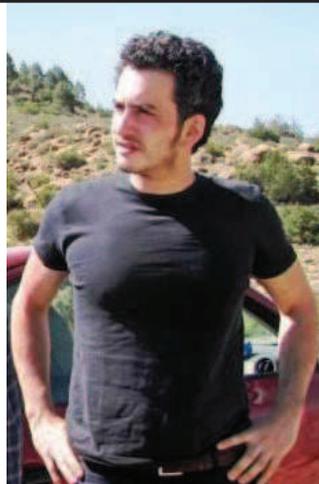
Reporters : *Premièrement, pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs...*

Andrea Brazzoduro : Je suis historien à l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni. Mais je suis né et j'ai grandi à Rome, en Italie, où j'ai commencé mes études à l'Université La Sapienza. Je me suis ensuite déplacé à Paris pour poursuivre ma formation doctorale et postdoctorale, d'abord à l'Université de Nanterre et à l'Institut d'histoire du temps présent, puis au Centre d'histoire sociale de la Sorbonne : parti pour un séjour d'un an, finalement j'ai vécu à Paris plus de dix ans ! Mes deux dernières années « françaises » je les ai passées à Marseille, grâce à une bourse de la Maison méditerranéenne de sciences de l'homme d'Aix-en-Provence. Depuis septembre, j'ai traversé la Manche pour m'installer à Oxford (Trinity College) avec une bourse Marie-Curie.

Vous n'êtes pas à votre premier déplacement en Algérie et plus particulièrement dans les Aurès. Quel est le thème que vous avez abordé ou étudié depuis votre première venue en Algérie et les raisons de votre choix ?

Au tout début des années 2000, j'étais parti à Paris attiré par ce qui me paraissait un chantier très novateur dans le champ historiographique : l'histoire de la mémoire. À l'Université de Nanterre, je découvrais un séminaire sur les violences de guerre et leurs mémoires animé par deux grands historiens : Annette Becker et Henry Rousso, qui ont beaucoup marqué mon parcours et qui continuent d'ailleurs à être des interlocuteurs privilégiés. Ceci était en 2002, l'année du quarantenaire de l'indépendance de l'Algérie. C'est dans ce contexte particulier, traversé par des débats clivés, que je me suis passionné pour l'histoire de la guerre de libération algérienne et j'ai décidé de travailler sur les mémoires du conflit par le biais de ce qu'avec Rousso j'avais appris à appeler un « vecteur de mémoire » : en l'occurrence, la presse. Ensuite, pour ma thèse, j'ai mené une vaste enquête d'histoires orales sur les mémoires des appelés français. Le projet initial était de cibler une région, les Aurès, et d'analyser autant les récits français qu'algériens. Mais dans une thèse, il faut souvent redimensionner ses ambitions de néophyte : j'ai donc fini par me concentrer sur le seul côté français, bien que j'aie déjà rencontré des témoignages exceptionnels en Algérie. Mais la France, c'était déjà un autre pays et une autre langue que la mienne, et c'était déjà assez. Une fois la thèse terminée, je suis donc reparti à la charge. J'ai toujours pensé que tout récit tronqué (c'est-à-dire algérien ou français seulement) est trompeur.

Vous nous dites que cette recherche vise à aborder la guerre d'indépendance algérienne sous une perspective nouvelle. Laquelle ?



Je me propose d'articuler une histoire du conflit qui puisse dépasser les deux récits nationaux opposés (français et algérien), pour restituer la guerre dans sa véritable dimension méditerranéenne, européenne et finalement globale. Pour ce faire, j'ai choisi de m'en tenir à une approche qui s'inspire des méthodes mises au point avec succès par la microstoria italienne : au lieu de regarder le conflit comme un ensemble indifférencié et d'examiner ses réverbérations dans une évasive « mémoire collective », je me suis focalisé sur une région spécifique, les Aurès, peu connue et fascinante. Face à une mémoire nationale officielle très figée et conventionnelle, il nous faut restituer les mémoires dans leur contexte local précis, et à partir de là, observer comment elles sont élaborées. Ainsi, dans mon travail, je prête une attention particulière à deux dimensions. D'abord, par une approche d'histoire sociale, « au ras du sol », je m'intéresse aux gens ordinaires, hommes et femmes, qui ont été touchés par la guerre, et qui peuvent nous offrir un regard inédit sur des aspects de la vie quotidienne pendant le conflit souvent délaissé par les récits dominants, tous centrés sur le politique et le militaire. Ensuite, l'échelle locale rend possible une analyse détaillée du cadre mémoriel, stratifié par opposition au paradigme unidimensionnel de l'état-nation : on aperçoit ainsi la coexistence possible – non hiérarchisée – du local et translocal, national et transnational, et de leurs connexions. Au niveau micro-analytique, suivant les indications du philosophe Paul Ricœur, je me focalise sur l'identité narrative comme pratique de négociation du soi, une démarche qui permet d'analyser comment les expériences sont mémorisées par rapport aux récits dominants au niveau national, mais aussi transnational.

Cette recherche vise-t-elle une région bien précise des Aurès ou toute la région ?

Je m'intéresse idéalement à toute la région des Aurès-Nememcha, donc au quadrilatère

grosso modo identifié par les villes de Batna, Tébessa, Nègrine et Biskra. Il y a tellement urgence d'enregistrer les vives voix des femmes et des hommes qui ont vécu l'époque de la révolution qu'il serait un erreur (et une faute) de s'en priver et d'en priver ainsi les générations futures. Il y aurait un grand travail à faire, à mener en équipe avec des critères scientifiques rigoureux et partagés, avant que ces hommes et ces femmes ne tirent leur révérence. En partie, cela a été fait (je pense notamment aux enquêtes du Crasc), mais le travail qui resterait encore à faire est une tâche immense. Pour l'instant, la plupart des témoins rencontrés se situent au cœur du massif de l'Aurès : Arris, T'Kout, M'Sara, Ichmoul, Bouhama... C'est une région superbe et très dense d'histoires dont certaines ont été racontées, avec sensibilité et intelligence, par la regrettée Fanny Colonna dans un livre qui m'a beaucoup marqué : *Le Meunier, les moines et le bandit : des vies quotidiennes dans l'Aurès (Algérie) du XX^e siècle* (Sinbad, Arles 2010).

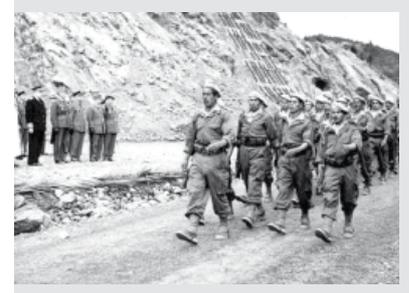
Comment avez-vous abordé cette nouvelle approche et avez-vous l'impression que vos différents interlocuteurs avertisseurs saisissent cette nouvelle perspective, loin de la rhétorique habituelle, votre langue de bois ?

Toutes les personnes que j'ai rencontrées jusqu'ici ont été d'une grande générosité et disponibilité à mon égard. Ma reconnaissance est d'ores et déjà immense. Dans mon approche, la règle principale est qu'il faut être à l'écoute, comprendre ce que les gens veulent me dire. Pour cette raison, j'ai une prédilection pour l'approche de l'« histoire de vie », qui laisse plus de liberté au locuteur de s'écarter, à la différence d'une grille d'entretien figée qui risque de nous faire passer à côté de l'essentiel. La forme « histoire de vie » a aussi l'avantage de rendre les témoignages comparables, au moins dans leur structure diachronique. La réponse de mes interlocuteurs à cette méthode de travail est globalement positive, bien qu'il s'agisse de quelque chose d'assez inhabituel pour la plupart d'entre eux. La structure narrative dominante concernant la guerre est en fait encore tellement puissante que certains peuvent être surpris, voire ne pas comprendre pourquoi on s'intéresserait à ce « quotidien ordinaire » qui sort du récit des gestes politiques et militaires des responsables.

Vous avez fait des déplacements dans différents lieux dans le pays chaoui (le premier grenier bombardé par l'armée coloniale, Tigbanimine où a eu lieu l'attaque du bus qui transportait le caïd Benseddok... la rencontre aussi avec une ancienne moudjabida). En tant qu'historien, avez-vous le sentiment que la douleur est encore présente dans les mémoires ?

(Suite en page 14)

thèse et cerimonie au mois de novembre 1962 ont été conduits au camp du Maréchal, l'actuelle Tadmaït, et parqués dans une bâtisse qui servait de base militaire française. Dans ce lieu de détention, les harkis ont été soumis à des exactions et tortures dont a été témoin l'un des harkis rencontrés durant son enquête par le conférencier qui a tenu à rappeler que ces lieux de torture existaient un peu partout en Algérie. En novembre 1962, le colonel Mohand Oulhadj a ordonné d'arrêter les tortures et d'envoyer les 1 000 détenus harkis à la prison d'El Harrach où ils sont restés en détention entre 5 et 7 ans. S'agissant des auteurs des exactions et des exécutions de harkis, tous les harkis rencontrés ont témoigné que ces dépassements ne sont pas imputables aux véritables moudjahidines. « Bien au contraire et même bien souvent, ces moudjahidines ont pris notre défense. Les exécutions ont été commises par les « martiens » (terme renvoyant à tous ceux qui ont rejoint la révolution le 19 mars 1962, date de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie, ndr), les héros de la 25^e heure. Quand tout est fini, ces gens ont raflé les harkis abandonnés et désarmés par l'armée coloniale et ont organisé des séances de tabassage. Certains ont été assassinés et d'autres ont rejoint leurs villages. L'un des aspects de mon enquête, 50 ans après, comment vivent les harkis et leurs familles, mises à l'écart, et à qui on a infligé une condamnation à vie», racontera Pierre Daum, reprenant les témoignages des harkis rescapés et qu'il a rencontrés dans le cadre de son enquête. ■



Andrea Brazzoduro : «Face à une mémoire officielle très conventionnelle, il faut restituer les mémoires dans leur contexte local»



(Suite de la page 13)

Chaque histoire est unique et chaque personne a une manière personnelle de réélaborer le passé, de ménager le corps-à-corps avec ses propres souvenirs, ces éclats qui peuvent surgir à tout moment. Il faut donc toujours prendre en compte la pluralité, respecter la sensibilité de chacun. C'est important : notamment pour sortir des récits conventionnels, lisses et homogènes. Ceci dit, la douleur est immense bien qu'il soit énormément difficile de dire la violence. La spirale des violences pendant la guerre a été tellement infernale que les blessures, autant dans les chairs que dans les esprits, ne peuvent qu'être profondes, irrémédiables.

Prendre part à une guerre de libération ne signifie pas toujours prendre des armes, mais aussi aider, soigner, héberger...

Oui, exact. J'emprunte cette approche à l'historiographie sur la résistance civile au nazisme, qui s'est profondément renouvelée à la fin des années 1990, complexifiant un cadre interprétatif qui a été centré sur la figure héroïque, statuaire et généralement masculine, de la résistance armée (je pense notamment au livre pionnier de Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler*, Payot 1998), mais aussi à l'Alltagsgeschichte al-



d'une guerre spécifique dans les Aurès ? Si c'est le cas, de quoi peut-on la qualifier ?

Dès le début de la guerre, les Aurès sont un laboratoire à plusieurs égards. « Pacifier, protéger, poursuivre », c'est la devise que l'on peut lire en juin 1956 dans le sous-titre du journal *Aurès-Nememcha* produit par l'armée française pour ses troupes en poste dans la région. C'est en fait dans les Aurès-Nememcha que la guerre de Libération a commencé ; et c'est dans cette région que les Français ont mis au point les techniques de contre-guérilla expérimentées en Indochine et ultérieurement étendues à l'Algérie entière : la population civile comme enjeu du conflit, l'action psychologique et le renseignement (la torture), les camps de regroupement, les zones interdites et la responsabilité collective

Vous travaillez sur le sujet depuis plusieurs années, peut-on parler



(les représailles), l'emploi des autochtones à côté de l'armée régulière (les harkis), mais aussi l'emploi de nouvelles armes, comme le napalm ou les hélicoptères. Face à un adversaire « fluide et léger », ce conflit, que le général français Lorillot appelait la « petite guerre » des Aurès-Nememcha, constitue un paradigme de guerre complètement nouveau par rapport à celui des deux guerres mondiales. C'est ce qu'on appellera par la suite les « guerres asymétriques » et qui vont radicalement changer la manière de faire la guerre.

A quoi peut servir cette grande recherche scientifique qui s'appuie encore sur la narration (l'oral) des uns et des autres, des ponts sont-ils possible entre les différents instigateurs, voire belligérants après tant d'années ?

L'hypothèse de départ de cette recherche est que le temps est venu de délier – et d'ébranler – les récits historiques nationaux qui travaillent à maintenir la Méditerranée comme frontière infranchissable, dans le cadre d'une inépuisable « guerre des mémoires » qui se poursuit entre, mais aussi à l'intérieur de l'Algérie et de la France. Le potentiel heuristique de cette approche s'inscrit dans le geste d'interroger le passé tel un terrain inconnu qui pourrait dégager un sens nouveau quand des phénomènes apparemment bien connus sont plus finement observés. Suivant une proposition de l'historien britannique, James McDougall, cette nouvelle histoire sociale de la guerre d'indépendance vise – au moins – à compliquer ces récits nationaux si étiqués.



Cinéma

Début du tournage du film *El Kabch essahir*, le premier long-métrage algérien «pour enfants»

PAR RÉDACTION CULTURELLE

Long-métrage de fiction destiné au jeune public, le tournage du film *El Kabch essahir* (le mouton magique), du réalisateur Sadek El Kebir, a débuté mardi dernier au parc zoologique de Ben Aknoun. Le projet cinématographique doit aboutir, est-il annoncé, mais sans toutefois donner de date précise de finalisation, sur un film de 90 minutes mettant en avant des valeurs écologiques, notamment l'importance de la protection de la faune. Le lancement des prises de vue a, par ailleurs, été donné en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, qui a salué l'initiative, a rapporté hier l'APS, déclarant notamment qu'il s'agissait d'« une expérience de référence pour le cinéma pour enfants qui ouvrira des perspectives à d'autres films ». Le projet présenté par son réalisateur comme le tout premier long-métrage algérien destiné aux enfants, Sadek El Kebir déplore « l'absence de films pour enfants en Algérie et le fait de ne pas investir dans ce domaine ». Le réalisateur est, pour rappel, connu en tant que conteur et dramaturge ayant notamment réalisé plusieurs films documentaires et programmes télévisés pour enfants en langues arabe, amazighe et française. *El Kabch essahir*, produit par l'entreprise privée Lalla Moulati sur un budget de « 200 millions de dinars », l'enveloppe globale ayant, par ailleurs, bénéficié d'une aide du secteur de la culture, assurée par le ministère de la Culture à travers l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) et évaluée à 20% du budget. Quant au déroulement du tournage, qui nécessitera encore un mois de prises de vue à Alger, Jijel et El Kala, explique le directeur de production, le Tunisien Mouiz Ben Hassani, il mettra à contribution l'actrice Kerroumi Amina ainsi qu'une vingtaine d'enfants, acteurs issus de différentes régions du pays, mais aussi le réalisateur lui-même dans le rôle principal, incarnant à l'écran un directeur de parc zoologique aux pouvoirs surnaturels.

PUBLICITÉ



ATM CONNECTION
LA TECHNOLOGIE A PETIT PRIX



RESEAU

DES SOLUTIONS SUR MESURE

Siège social : Local N°01 Route de Sebala
EL-ACHOUR - ALGER

Tél./Fax : 021 364 028 - Tél. : 021 364 014
Mob. : 0770 970 016 / 0770 971 858 / 0554 793 623

Email : atmconnect11@yahoo.fr